

aux catholiques du Manitoba un système d'écoles semblable à celui qui existe dans la Province de Québec, et aussi l'intervention du gouvernement fédéral pour leur faire justice s'ils sont lésés par la majorité protestante,

Or, le gouvernement Greenway a passé des lois qui enlèvent aux catholiques leurs écoles séparées et les obligent à payer des impôts pour les écoles protestantes.

Le cabinet de la Puissance en ne désavouant pas ces lois, a manqué à ses devoirs et trahi la minorité catholique. Il a eu peur des tories d'Ontario qui, au Haut Canada, font une lutte acharnée pour enlever aussi à nos compatriotes de cette province leurs écoles séparées. Sir John Thompson vient de prendre dans son gouvernement M. Clarke Wallace, l'un des partisans acharnés de cette politique spoliatrice et infâme qui consiste à écraser les catholiques partout où ils sont en minorité.

Je suis, sur ce sujet important, de l'avis que M. Chapleau exprimait il y a quelques semaines dans le comté d'Hochelaga et dans une adresse d'adieu à ses électeurs de Terrebonne. Si la majorité protestante persiste à vouloir violer le pacte fédéral pour nous priver de nos droits, le temps n'est pas loin où il faudra chercher plus de justice dans des changements constitutionnels et politiques.

Le gouvernement n'a rien fait qui puisse nous inspirer la confiance qu'il mettra à néant les lois de M. Greenway. La constitution lui donne cependant les moyens les plus efficaces et les plus amples pour rendre à nos coreligionnaires les écoles séparées qui leur avaient été enlevées. S'il en agit ainsi, je lui donnerai mon concours actif sur cette question. Si non, je ferai tous mes efforts pour la faire régler par le parlement dans le sens de la justice et de la constitution.

J'ai fait une étude spéciale de cette question et je m'engage à en poursuivre la solution avec toute l'énergie dont je suis capable.

LES JUGES SUR LE BANC !

Des abus scandaleux se sont introduits dans l'administration de la justice, et un trop grand nombre de juges sont devenus ouvertement des partisans politiques. J'ai dénoncé, dans la presse et ailleurs, cet état de choses dangereux pour les libertés du peuple, et si vous m'élisez, je me propose d'appeler l'attention de la chambre sur la conduite de certains membres de la magistrature qui ont manqué à leurs devoirs et à leurs serments d'office.

Les contribuables paient les juges pour administrer la justice et non pour faire de la politique. S'ils veulent faire de la politique, qu'ils descendent du banc.